

Approche synoptique des BRICS et perturbation des équilibres anciens

Professeur Mohamed Reda MEZOU

*Directeur de Laboratoire d'Etude et d'Analyses des Politiques Publiques
en Algérie, Université d'Alger 3*

Résumé

Le relevé des acteurs en présence dans la région Sahélienne doit être approché avec d'infinies précautions, il s'agit de bien comprendre que dans ce territoire, l'enjeu ne se joue pas seulement à l'échelle locale. Il concerne le redécoupage des zones d'influences entre acteurs traditionnels, émergents, entités diverses et puissances dominantes, ayant un impact sur «la stabilité hégémonique» dans l'échiquier tant régional que mondial. Un ensemble d'informations indispensable a tout plan de paix durable pouvant être initié par la diplomatie Algérienne au Sahel.

mots clés: BRICS, Sahel, stabilité hégémonique, équilibres anciens.

Troisième volet

Les pays émergents à l'assaut du Sahel : les BRICS

Une multitude de pays émergents ou en voie de l'être sont présents d'une façon ou une autre au Sahel, une liste non exhaustive pourrait être établie, une véritable «mêlée mondiale» notamment l'Égypte, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Iran, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, le Maroc, le Mexique, la Corée du sud, la Thaïlande, le Vietnam, l'Ukraine, etc. C'est une véritable ruée vers cette région sahélienne de pays intéressés par les possibilités d'accessibilités à ces ressources.

En fait, les principaux acteurs qui marquent de leur présence tant du point de vue économique que géopolitique au Sahel, sont essentiellement les cinq pays émergents répondant sous l'acronyme « BRICS », c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud, lesquels ont

des atouts spécifiques que la globalisation de l'économie a facilité leurs arrivées dans des domaines et spécialités où ils parviennent à exceller, en plus de s'être positionnés dans des secteurs éminemment technologiques stratégiques comme celui de l'espace ou du nucléaire. Mais en même temps ils apparaissent comme un véritable obstacle à la stabilité hégémonique du fait de la tendance de connivence conjoncturelle d'intérêts mutuelle entre eux, pour une place dans le jeu mondial des puissances. Particulièrement en aspirant à exister dans l'échiquier géopolitique multidimensionnel, dont le Sahel en est, un des théâtres qui a pris de l'importance aujourd'hui notamment pour les Américains, ce que souligne le discours du président Obama de 2012¹.

C'est par une présentation succincte des principaux acteurs émergents présents au Sahel avec les symboles emblématiques qui les caractérisent entre autres: le Brésil pensé comme «la nouvelle ferme du monde», la nouvelle Russie et sa volonté «de retour», l'Afrique du Sud avec sa position de «marche pieds» pour les pays asiatiques, l'Inde vue comme «le bureau du monde» et enfin la Chine perçue comme «l'atelier du monde» qui déjà en eux-mêmes par la force de leur spécialité respective ont été imposés par la globalisation, sont annonceurs des déséquilibres profonds en cours dans cette région -en sus du relatif retrait constaté des européens protagonistes traditionnels- et bien évidemment de l'inévitable réaction américaine en vue d'opérer les réaménagements qui s'imposent à elle en tant qu'acteur majeur. Notamment en mettant en œuvre toutes les ressources de la «smart power». C'est-à-dire une utilisation subtile tant du «soft que du hard power» et des coalitions conjoncturelles comme le préconise cette doctrine pour maintenir sa stabilité hégémonique dans un enjeu élargi à une donne géostratégique mondialisée.

1. LE Brésil : la ferme nouvelle du monde

Le Brésil, une puissance émergente «agroindustrielle» affirmée

L'image que donne le Brésil est d'être «la nouvelle ferme du monde», en effet, il est notamment le premier producteur mondial de sucre, de café, de tabac, et exportateur de viande bovine, de jus d'orange, deuxième de volaille (Charvet Jean-Paul 2007). Il est un pays qui compte

au niveau tant agro- industriel qu'énergétique, et il se classe en septième position au niveau puissance économique (JDE-2015).

Le Brésil bénéficie d'une porte d'entrée sur le continent Africain, du fait de ses relations historiques (mouvement de populations pour cause d'esclavage) et culturelles (Lusophone en partage de la langue, et de sa production télévisuelle).

Le Brésil coopère plus particulièrement avec le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali sur l'amélioration du coton aussi avec le soutien de l'agence brésilienne de coopération ABC qui a lancé 300 initiatives dans 37 pays avec un budget de 65 millions de dollars. Concernant la recherche agricole avec l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole (EMBRAPA) et l'Organisation Mondiale du Commerce, ils font front commun contre les subventions des Etats-Unis à leurs propres producteurs de coton, qui nuisent directement à ces pays ainsi qu'au Brésil. Et concernant l'Afrique Subsaharienne, on peut relever d'après la Banque Mondiale que le Brésil a programmé 20 milliards de dollars pour cette région sur trois années, avec la présence de plusieurs entreprises dans différents domaines dont : odebrecht construction, Petrobras (pétrole) et Vale (Mines).

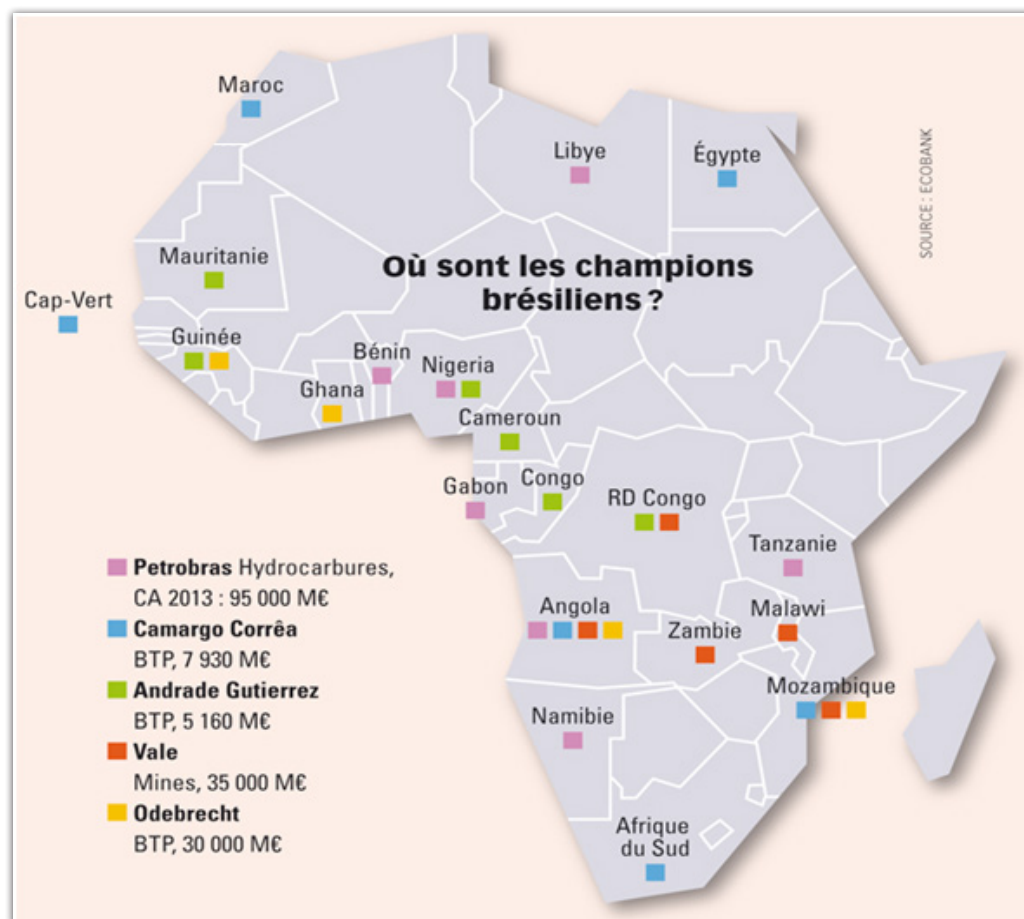
Et en dix ans, le commerce entre le Brésil et l'Afrique a quintuplé, passant de 5 milliards de dollars en 2002 à 26 milliards en 2012.

Cet intérêt pour le continent Africain est activé par un «soft power» diplomatique relevé par les visites des chefs d'Etats Brésiliens sur ce continent, d'abord le président Lula qui a effectué 28 visites d'Etat en Afrique de 2003 à 2010 et les visites de son successeur Dilma Rousseff qui a effectué en octobre 2012 son premier voyage officiel sur le continent africain depuis sa prise de fonction en janvier 2011.

Elle a visité l'Afrique du Sud, le Mozambique et l'Angola², et lors de sa tournée elle a procédé à l'effacement des dettes d'une valeur de 900 millions de dollars pour 12 pays.

Concernant cet aspect des relations brésilo-Africaines, on compte 36 ambassades Brésiliennes en Afrique, dont 16 nouvelles ouvertes depuis 2003³.

Les plus grandes entreprises Brésiliennes en Afrique



Source : <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2012-3-page-111.htm>.

La pénétration Brésilienne apparait notamment à travers ses puissantes entreprises :

- Pétrolière avec Petrobra au Bénin, Nigéria, Gabon, Namibie, Tanzanie, Malawi, soit sept pays
- Les MINES avec VALE au Congo, en Angola soit deux pays.
- Le B T P avec les entreprises...ANDREDE GUTIERREZ, présente en Mauritanie, en Guinée, Cameroun Nigéria, Congo, RD du Congo soit six pays.

- CAMARGO COREA, présente au Maroc, Cap-Vert, Egypte, Angola, Mozambique, Afrique du Sud soit six pays
- ODEBRECHT, présente en Guinée, Ghana, Angola, Mozambique, soit quatre pays.

Le pétrole et les ressources minières représentent des engagements de près de 130.000 MD d'euros, les infrastructures dans e B T P 43.000 MD d'euros soit 1/3 DE CELUIDES ENERGIES, le Brésil apparaît, comme un concurrent sérieux parmi les acteurs intéressés par ce continent.

Infrastructures et énergies semblent être les principales portes d'entrées du Brésil en AFRIQUE et au SAHEL.

2. La Russie : Le grand retour

Avec la Fédération de Russie c'est le grand mouvement de retour en Afrique et notamment au Sahel. Cette dernière avait précédemment notamment pendant la guerre froide des positions fortes en Afrique, avec quatre pays de l'Afrique australe (Ethiopie, Angola, Mozambique, Guinée Bissau) et notamment avec sept autres pays (Algérie, Mali, Libye, Benin, Congo, Tanzanie et Madagascar) auxquels vient s'ajouter l'Ouganda avec des accords importants de coopération économique et militaire. Ces relations se sont nettement diluées avec la fin de l'Union Soviétique et la chute du mur de Berlin en 1989, aujourd'hui la nouvelle Russie « émergente » revient en force avec une politique publique de soutien à l'exportation en assurant la couverture pour ses plus grosses entreprises économiques (Gazprom, Lukoil, Proxatom, Congloméra) et de la défense, Rostec, Rosobon Export, notamment par le biais de son complexe militaro-industriel présent en Egypte, en Algérie et au Mali, et d'aides économiques et d'effacement des dettes en contre partie de la fidélisation partenariale entre autres dans le domaine de l'armement où il est difficile de charger de partenaire de manière abrupte et qui d'autant pourrait même être générateur d'une nouvelle dépendance⁴. Elle est l'un des premiers exportateurs mondiaux⁵.

Car en dépit des pertes de l'époque soviétique et des sanctions économiques, dans le domaine de l'armement, les Russes ont toujours fait preuve d'une capacité de rebond surprenante comme l'affirme la spécialiste de l'industrie de l'armement russe Isabelle Facon⁶.

L'intérêt de la Russie pour cette région est relevée par les tournées des premiers chefs sur ce continent, les tournées de Poutine qui l'ont mené au Mali (2004) et en Egypte (2005), ainsi que celles de son successeur Medvedev en Egypte, Angola, Namibie et enfin le Nigeria (2009).

A constater la continuité de l'intérêt géopolitique de la Russie pour le continent avec la reconversion de la dette de l'Algérie et la visite en 2015 du président Russe en Egypte dès sa réélection. Un soutien significatif sans équivoque par Poutine au nouveau président Al-Sissi contre Morsi et les frères musulmans.

Il faut signaler que l'embargo économique de l'union Européenne envers la Russie à cause de l'Ukraine, notamment la non vente des portes hélicoptères Français type MISTRAL afin de ralentir le développement technologique dans le domaine militaire, a été aussi une occasion pour l'Afrique et particulièrement pour le Maroc d'exporter les produits agricoles vers la Russie et d'élargir la coopération avec ce pays. Il faut relever que les événements en Syrie avec l'implication de la Russie et sa démonstration de force tant navale qu'aérienne et technologique, confortent sa place dans l'échiquier géopolitique mondial comme acteur incontournable. Elle confirme également ses succès à l'exportation de ses produits d'armements (Isabelle Facon -2/2011)⁷ source de revenus qui soutiennent directement son prestige politique pour une économie de nature rentière. Elle emboîte le pas aux Etats unis en tant que deuxième fournisseur d'armement mondial (SIPRI—2009/2013). La volonté affichée de la Russie depuis son retour dans « le grand jeu » selon le géopoliticien Christian Greiling⁸ avec le président Poutine est à ce que la recherche de la stabilité hégémonique des grands acteurs dans le monde ne se fasse plus au détriment de sa zone d'influence. Ce qui ne manquera pas d'avoir au sahel un prolongement certain. L'Algérie avec ses bonnes relations avec ce pays pourrait envisager notamment des co-localisations ou des co-productions, dans le domaine militaire ayant assurément un impact sur le secteur industriel civil privé et la politique de réindustrialisation prônée par les dirigeants Algériens notamment depuis la chute des prix du baril de pétrole.

3. L'Afrique du Sud : le tremplin

«Le monde dans un seul monde» selon l'expression du géographe François Lafargue⁹. Une mosaïque géographique et humaine, trois siècles d'histoire sociale commune tumultueuse et multiraciale concentré dans la métaphore de la nation « Arc En Ciel » (Desmond Tutu).

C'est un pays qui dispose d'un nombre impressionnant d'entreprises économiques et commerciales du fait de son histoire de colonie de peuplement par les européens, (obligé de s'auto-développer du fait de l'apartheid), de son ouverture naturelle sur l'Asie (Philippines, Malaisie, Chine, Inde ...), de ses importantes ressources naturelles, devenant ainsi un véritable « marchepieds» pour la pénétration en Afrique des entreprises et des firmes des pays émergents particulièrement, les co-entreprises, les joint-ventures, et les investissements directs étrangers qui y trouvent un environnement favorable.

D'autant plus que l'Afrique du Sud est en grande compétition dans le domaine des mines avec les plus grandes entreprises américaines, européennes et australiennes. Sa maîtrise technologique et son expérience notamment dans ce domaine et pas seulement (raffinage, pétrochimie, transport, télécom, traitement des eaux...) lui valent d'aller les concurrencer au Ghana, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, en Algérie et même au Maroc. (Guillaume Merveilleux Du Vignaux¹⁰).

L'Afrique du Sud est la première puissance économique et financière du continent (secteur minier parmi les plus importants du monde : or, uranium, platine, chrome, manganèse, diamant...). Mais également elle a une agriculture diversifiée, des services bancaires performants et une industrie dynamique. Encore peu exploités, le tourisme et le commerce de détail affichent un potentiel non négligeable. Le PIB de l'Afrique du Sud représente ainsi à lui seul 25 % de la richesse produite sur le continent, et près de 40 % de la production industrielle. Dans le domaine des transports, le pays concentre 50 % du parc automobile et 40 % des infrastructures routières de l'Afrique. Les atouts de l'Afrique du Sud pour un développement

inclusif au sahel sont une réalité tangible. Une cellule pluridisciplinaire pourrait être mise en place pour étudier les multiples synergies possibles avec l'Algérie.

4. L'Inde : le bureau du monde

Voilà un «cliché» qui a longtemps collé à l'Inde du fait de son activité de prestataire de services «offshore» mondialisé notamment dans les services informatiques (évalués à 12 milliards de dollar en 2003). Aujourd'hui la diversité de ses activités tant dans l'industrie, la technologie, le commercial et le nucléaire, fait d'elle la 8^{ème} puissance mondiale et une force tranquille pour évoluer comme puissance à part entière pour le XXI^{ème} siècle.

La présence de l'Inde dans le continent Africain est ancienne, déjà pendant la période coloniale Anglaise notamment en Ouganda, Tanzanie, Kenya, et en Afrique du Sud où on compte une diaspora de plus de 1, 3 million d'indiens. Faut-il rappeler le combat historique de l'avocat GANDHI qui a résidé en Afrique du sud avec sa lutte innovante de «désobéissance civile non-violente» contre la domination anglaise en Inde et l'attitude de cette dernière à la conférence de «Bandung en 1955» en faveur des pays du tiers monde. C'est une image positive englobée dans un «soft power» attrayant d'une civilisation ancienne capitalisée par ce pays en Afrique du Sud et dans tout le continent. Cela va être notamment une opportunité de servir de «marchepieds et de tremplin» aux entreprises industrielles et commerciales indiennes.

Le conglomérat Tata & Mahindra dispose de plus 96 entreprises, les échanges devraient doubler et atteindre les 90 millions de dollars en 2015, et une deuxième vague d'entreprises privées se lancent à l'assaut du Nord de l'Afrique et particulièrement du Sahel, l'Algérie (Arcelor Mittal), le Soudan, l'Egypte où un produit sur six consommé est Indien. Le nucléaire indien est depuis peu présent au Niger avec sa société Taurian et talonne de près celle de la Chine Somina, ce qui va encore exacerber la concurrence dans ce domaine stratégique de l'uranium avec la France. Le transfert de technologie dans tous les domaines où sont présents les Indiens, y compris le savoir-faire dans «la révolution verte» qui a réussi le pari de son autosuffisance alimentaire, est pris en compte.

Aujourd'hui la priorité pour l'Inde est de sécuriser ses approvisionnements en énergie en développant des contrats pétroliers avec les pays, pas seulement, à proximité de l'Afrique du Sud, mais au plus profond du continent avec la Libye, le Soudan, l'Éthiopie, le Nigéria. La mise en place d'institutions comme le «Standind Committeeon Oil Diplomaty For Energy Secutity» en 2004 le confirme, mais aussi des politiques publiques de soutien. Notamment avec la présence des banques comme la «State Bank of India» et l'organisation de sommets périodiques «Inde-Afrique» regroupant les acteurs économiques des deux continents, le premier organisé à New Delhi en 2008, le second à Addis-Abeba en 2011, un autre à Gurgaon nouvelle ville dédiée aux affaires dans la banlieue de New Delhi en décembre 2015.

Sa participation avec plus de 200 milliards de dollars étalée sur trois ans dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en 2009, n'est pas fortuite car pour survivre aux bourrasques de la mondialisation et de ses secousses il est fait une obligation incontournable d'entrevoir l'élargissement et la densification de sa coopération avec ceux dont les intérêts sont communs ici entre autres, faire un front avec un regroupement d'intérêt : l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud (IBAS) et ainsi être en position d'exister économiquement dans cette compétition acharnée et aussi dans l'histoire en postulant une présence permanent eau conseil de sécurité de l'ONU.

Il faut savoir que l'exemple de l'émergence de l'Inde qui est un pays complexe, de contraste (la plus grande démocratie du monde, une fédération de 22 Etats, 22 langues officielles, en plus de l'anglais et l'hourdu, avec des industries de pointes cohabitant avec la pauvreté extrême) ou paradoxalement modernité et tradition coexistent, laissant entrevoir l'existence de multiples chemins pour accéder au développement (système Nehru priorité à la formation scientifique et technologique) et donc de donner l'espoir quant à l'avenir d'une Afrique pourtant elle aussi disparate, d'intégrer les grandes évolutions mondiales. Une étude comparative pourrait inspirer l'Algérie.

5. La Chine : L'atelier du monde

«L'atelier du monde» c'est la première enseigne qui vient à l'esprit quand la Chine est invoquée, puisque 80 % des objets manufacturés du monde y sont fabriqués, quasiment toutes sortes de vêtements, de jouets, d'électroniques, tracteurs, et bien d'autres choses, le tout vendu sur tous les continents.

L'émergence de la Chine comme deuxième économie mondiale (banque mondiale 2013) derrière les Etats-Unis est un des faits marquant du début du XXI^{ème} siècle.

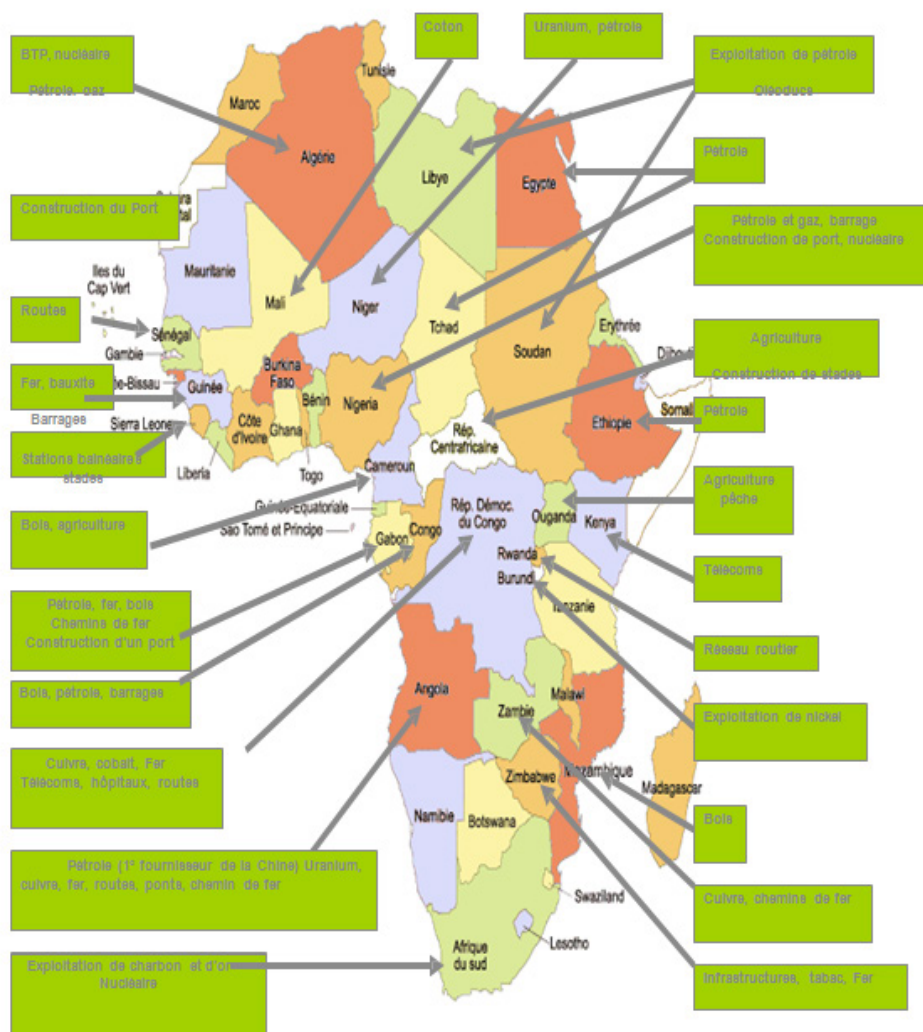
Elle se place comme premier partenaire commercial devant la France et les Etats-Unis avec l'Afrique dont les échanges ont atteint 166.3 milliards de dollars un record historique et qui relève de l'inattendu (Roland Amoussou-Guenou, A.F.D 2013) Une politique étrangère réussie, d'abord dite de «profil bas» (Deng Xiaoping 1990) à celle proactive de «pour un monde harmonieux» (Hu Jintao 2005).

Le succès du partenariat de la Chine en Afrique- c'est d'avoir adopté une ligne de conduite avec les responsables africains basée notamment sur le respect mutuel, le contrat gagnant-gagnant, le projet (réalisations) contre troc (matières premières), d'avoir introduit la pression compétitive (plus de 2000 entreprises chinoises interviennent dans plus 50 pays africains), le prêt sans intérêt, desserrer les liens de dépendance, sans aucune ingérence de gouvernance- c'est aussi par le plan d'action de formation (octroi de 18000 bourses d'études en 2012) ingénieurs et d'ouvriers, de développer la culture d'entreprise, la promotion du leadership responsable et discipliné.

La Chine émergente a un besoin énorme d'énergie dont elle consomme 17 % de la production mondiale en 2015 et en absorbera 20% en 2020, de matière première pour alimenter sa croissance colossale, elle la trouve en partie dans ce ventre mou de la mondialisation qu'est cet espace africain en général et dans le Sahel en particulier, les minerais(le fer, l'uranium, la bauxite, le cobalt, le Nickel, les terres rares...) en Mauritanie, au Niger, au Mali, le pétrole en Libye, au sud Soudan, au Nigeria, en Angola, en République Démocratique du Congo...Selon la Banque mondiale (2006) la Chine tirerait 85 % de ses besoin en pétrole de l'Afrique

mais aussi dans la réussite de sa politique publique d'abord contraignante dite des 24 caractères (Deng Xiaoping) puis de soutien à ses entreprises en les encourageant à aller conquérir des marchés pour celles qui en sont capables d'aller à l'étranger. Une politique «GOGLOBAL», «GO OUT» prônée par le président Hu Jintao en 2004 réussie puisqu'aujourd'hui de nombreuses entreprises chinoises figurent dans le palmarès des plus grandes entreprises mondiales (classement Forbes 2015). Il apparaît que la performance industrielle est intimement liée à l'innovation, la réussite commerciale mais aussi au modèle qui associerait démocratie et économie socialiste de marché. Elle inspire le respect en tant que puissance nucléaire et spatiale mais encore plus en développant avec finesse sa puissance structurale (monnaie, coopération, normes...).

Le soft power n'est pas négligé, le forum de coopération chine-Afrique (FOCAC) vient de fêter son 15^{ème} anniversaire à Nairobi (mars 2015) qui a regroupé plus de 45 Etats africains, les visites diplomatiques sont denses (plus de 50 pays visités) et au plus haut niveau (premier ministres et présidents) depuis 2003 à ce jour, il existe actuellement 31 instituts Confucius dans 26 pays et région chargés de promouvoir la culture et l'amitié sino-africaines. La Chine donne une grande importance à son soft power, les jeux olympiques de 2008 et l'organisation de l'exposition universelle de 2010 à Pékin attestent la volonté de la Chine d'avoir une image de nation positive et d'être un acteur à part entière dans l'histoire du monde. Dans la conjoncture actuelle, il est de l'intérêt vital de l'Algérie d'approfondir les relations économiques avec ce grand pays et rester sourd aux cassandres occidentaux qui ne peuvent rivaliser avec lui, tant dans les domaines miniers, énergétiques, infrastructurels, que technologiques (cf. carte ci-dessous).



Panorama de la présence chinoise en Afrique (source: Général Schaeffer)

Ce tableau permet de visualiser l'ampleur des ressources minérales et énergétiques exploités par la Chine dans les différents pays du continent africain. C'est en fait une véritable prouesse politique qui a été réalisée par la Chine d'abord en héritant d'une image anticolonialiste, tiers-mondiste mettant en œuvre une politique pragmatique adaptée au contexte Africain notamment par l'application de la stratégie des 24 caractères décrite par le président chinois prônant notamment l'efficacité la sobriété, la discrétion et la modestie.

Les entreprises chinoises de par leur présence ont contribué à ouvrir la concurrence en Afrique et casser l'image de continent chasse gardé des Européens et Américains notamment dans le domaine des énergies pétrolières mais pas seulement. D'abord en s'incrutant dans des niches, puis en montant des joint-ventures en faisant participer les autochtones, et enfin en faisant jeux égal avec les majors occidentales.

L'histoire nous enseigne que le phénomène de l'émergence des puissances n'est pas synonyme de permanence, il peut être aussi suivi d'effondrement, tant les vulnérabilités existent dans ces grands pays qui veulent s'imposer sur la scène internationale. Le Brésil connaît des soubresauts politiques très forts, la Russie à cause de l'Ukraine et de la Syrie des sanctions économiques contraignantes, l'Inde la plus grande démocratie du monde est handicapée par la faiblesse de ses infrastructures, l'Afrique du Sud par la corruption montante de ses dirigeants. La compétition implique la recherche implacable de la stabilité hégémonique et donc de sécurité. D'autant que la doctrine CARTER souligne en ce qui concerne la protection des intérêts économiques des Etats-Unis comme primordiale et pouvait justifier son intervention y compris par des moyens militaires (discours à l'union /janvier 1980).

La fragmentation du monde remet en question la stabilité hégémonique : Les Etats-Unis et ses compétiteurs

-Les Etats-Unis et les dernières frontières globales

L'ouverture des échanges tous azimuts tant dans le domaine économique, commercial, culturel, qu'informationnel due à l'accélération sans commune mesure du processus de la mondialisation notamment avec la chute du mur de Berlin et l'essor qui s'en suivi du modèle capitaliste avec la prééminence des forces du marché et de l'innovation technologique. L'avènement de nouvelles entités institutionnelles ou sociales réclamant leurs droits à la présence dans le concert des relations internationales provoquant ainsi une rupture profonde de l'ordre et des équilibres fragiles qui préexistaient notamment avant l'effondrement du système bipolaire du temps de la guerre froide. La réaction inexorable des Etats-Unis en tant

«qu’hyperpuissance» pour la perpétuation de leur domination et donc de la stabilité hégémonique était prévisible. Pour cette dernière, aucun espace, y compris celui du Sahel, ne peut être laissé en jachère dans la compétition effrénée pour toujours plus de puissance dans ce processus de globalisation des échanges et des bourrasques brutales de la mondialisation que connaît la planète aujourd’hui...C’est la loi des plus forts qui s’impose naturellement d’une manière ou d’une autre conformément à la vision de la théorie du réalisme politique.

Les Etats-Unis restant première puissance économique du monde en 2015, mais la Chine se place désormais en seconde position et depuis 2009 elle l’a surclassée en Afrique en devenant premier pays commercial avec ce continent. Un gain de la Chine dans un des indicateurs de l’évaluation de la puissance, résultat à mettre au compte d’une politique étrangère d’abord discrète menée par Deng Xiaoping puis plus affirmée et affinée avec Hu Jintao, qui est venu titiller la domination des Etats-Unis. Déjà se profile, après le « rêve américain, les prémices du rêve chinois» selon Alice Beja, un slogan lancé par Xi Jinping (mars 2013), vantant notamment l’avènement d’une société chinoise harmonieuse et forte. Un paradigme conçu aussi comme un outil de propagande, mais également perçu par les Américains comme une menace contre les valeurs acquises par le libéralisme, et contre «the American way of life». D’autant qu’il est démontré, comme le fait remarquer Pascal Boniface (2006) que les libertés politiques et la démocratie ne sont pas des conditions obligées du développement et de la puissance économique. Et comme le souligne encore Barry Buzan¹¹ «dans le contexte du système international, la sécurité renvoie à la capacité des Etats et des sociétés à préserver leur identité indépendante et leur intégrité fonctionnelle».

Dès lors, il s’agit pour le tenant du leadership en l’occurrence l’Amérique d’œuvrer soit à retarder ou encore à empêcher l’arrivée de tout nouvel hégémon dans l’échiquier géopolitique mondial y compris dans l’espace du continent Africain en général et du Sahel en particulier.

Le Sahel dans le nouvel échiquier de la stabilité hégémonique

Les stratégies hégémoniques

Le nouvel intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique et particulièrement pour le Sahel

Les Etats-Unis s'intéressent de très près à l'Afrique, ce qui n'était pas vraiment le cas pendant la période 1900-2000, mais que, depuis 2009, ou subrepticement la Chine est devenue premier partenaire commercial du continent et en 2013 celui de l'Algérie. Ce faisant, elle apparaîtrait ainsi comme un acteur potentiellement concurrent dans la nouvelle donne du grand jeu géostratégique qui se joue aujourd'hui. Ce qui peut remettre en question la stabilité hégémonique, celle, façonnée par les Américains depuis la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin mais aussi avec l'effondrement du système bipolaire. La Chine est devenue aujourd'hui un des pôles le plus à même de proposer un contre-poids à la suprématie occidentale notamment par les performances de son modèle de développement dit de «socialisme de marché» ou de «capitalisme autoritaire» selon le club des économistes de Marseille et de son poids démographique. Un modèle qui dans le cadre de la coopération de la Chine en Afrique, notamment, dans un canevas «gagnant-gagnant» avantageux, sans pré-requis politique est donc plus à même de convenir et de séduire de nombreux responsables de « proto-Etats » Sahéliens mais pas seulement.

Cela peut en partie expliquer la percée chinoise dans cette région, en même temps que la coopération économique avec ce continent, et lui permet de soutenir sa croissance exceptionnelle, servant ainsi à affermir sa position géoéconomique et à étendre sa puissance géopolitique, au point que le président des Etats-Unis Barak Obama¹² a dévoilé dans un discours, une stratégie visant à encourager le développement économique de ce continent, qui dispose avec ses ressources en matières premières un potentiel sensationnel «l'Afrique est plus importante que jamais... Au moment où nous regardons vers l'avenir, il apparaît clairement que l'Afrique est plus importante que jamais pour la sécurité et la prospérité de la communauté internationale et pour les Etats-Unis en particulier ».

Il s'agit particulièrement de :

1. Renforcer des institutions démocratiques;
2. stimuler la croissance et les investissements;
3. donner la priorité à la paix et au développement;
4. contrer l'influence de la Chine en Afrique;
5. chasser les groupes Djihadistes au Sahel et au Maghreb, Les shabeb en Somalie, Boko Haram au Nigeria.

En dépit qu'il faut relever l'originalité de la forte interdépendance qui existe entre la Chine et les Etats-Unis, l'un étant son atelier en même temps que son banquier, l'autre son premier et plus gros client pourtant leurs relations diplomatiques sont pour le moins fluctuantes.

Les relations Etats-Unis -Chine

Une diplomatie Américano – chinoise énigmatique

Elles sont passées « d'amicales », à « rivales », puis « d'ennemis à partenaires » et enfin « d'énigmatiques ». Au départ avec le 'président Wilson' elles étaient « amicales » notamment par le soutien militaire contre l'envahisseur japonais en Manchourie en 1937, « ennemies » pendant la guerre de Corée en 1951, les retrouvailles avec la rencontre historique 'Nixon et Mao' en 1970 (la diplomatie du ping-pong), « le compromis » de reconnaissance politique d'une Chine unique, renouvelé par 'Jimmy Carter' et l'ouverture d'ambassades dans les deux pays (1997), avec 'Clinton' les relations prennent la tournure d'un « partenariat stratégique » (1998), pour 'Bush' cela se transforme en « rivalité concurrentielle » puis en « relation mitigée » (2001), avec 'Obama' c'est une indispensable et « difficile redéfinition » des relations entre les Etats-Unis et la Chine et l'application d'une nouvelle doctrine dite « diplomatie intelligente » (Hillary Clinton 2009).

L'évolution de ces relations semble correspondre à l'évaluation constante de la montée en puissance de la Chine, cette dernière apparaissant progressivement capable de se transformer en rival pour les Etats-Unis, revendique le statut de grande puissance. Le phénomène de la puissance

existe et bien qu'il soit « un construit en perpétuelle transformation », il peut être analysé rationnellement.

En premier lieu, il s'agit pour les Etats-Unis protagoniste principal dans les relations internationales mais aussi important acteur dans la région sahélienne, de ne pas abandonner un espace quelconque à un éventuel hégémon, avec la mise en œuvre d'une stratégie avec deux grands volets tactiques, l'emploi « du Hard power combiné à la Soft Power nouvelle version dites Smart power ». Au début c'était une politique dite de «containment» (doctrine Truman 1949) appliquée à l'encontre de l'ex-U.R.S.S, rival dans le cadre de l'ancien monde bipolaire et de la guerre froide. En 2015, la récente visite aux Etats-Unis du président Chinois, c'est pour les deux protagonistes « endiguement et engagement » une position complexe, une attitude énigmatique qui finalement résumant l'état de leur relation. C'est-à-dire, veiller -à contenir et stopper en Afrique et au Sahel, l'expansion de la Chine en priorité- mais aussi de décourager« la ruée » de tous les pays émergents, en particulier ceux qui pensent avoir trouvé un nouvel Eldorado au Sahel. Principalement après avoir constaté l'affaiblissement des acteurs traditionnels (européens) anciennement positionnés sur cet espace riche en ressources minières et qui n'est occupé majoritairement que par des «Protos-Etats ».

En fait, la seule grande difficulté rencontrée par les différents acteurs avides et captivés par ces richesses qui leur semblent accessibles, dans cette zone sahélienne d'instabilité chronique, de dangers variés et d'obstructions incommensurables, c'est le chaos préexistant. Cependant, il semble qu'ils ne découragent pas ces protagonistes audacieux que sont notamment les membres du «G.20 » entre autres les candidats à l'émergence, lesquels n'hésitent pas à faire l'effort de vaincre leur peur et de prendre les risques de se lancer dans cette « mêlée » vers ce qui leur apparaît comme un nouvel eldorado. Lequel conjugue richesse et instabilité chronique état spasmodique et convulsif.

L'apathie des Etats européens traditionnellement et historiquement impliqués au Sahel a rendu inéluctable l'intervention des Etats-Unis, lesquels par ailleurs étaient déjà lancés dans un processus de stabilité hégémonique, avec notamment depuis la chute de l'Union soviétique, la guerre contre le terrorisme, les différentes revendications territoriales de la Chine

en Asie et l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène internationale. La puissance pour la prééminence mondiale étant comme, le challenge visualisable d'un jeu d'échec, sans condescendance tel qu'il a été entre autres énoncé par Zbigniew¹³ Brzezinski, les prospectivistes comme Georges Friedman¹⁴ ou d'autres spécialistes relatés dans la « théorie réaliste des relations internationales ».

La mondialisation avec l'avènement du «village planétaire » a étendu la confrontation d'un nouveau genre, celle explicitée par les écoles stratégiques de l'après Clausewitzienne, des acteurs anciens et nouveaux à tous les espaces pouvant permettre un gain de puissance additionnel. La zone Sahélienne ne pouvait rester plus longtemps un territoire en jachère, les prédateurs des temps modernes, Etats, multinationales, entités diverses se sont rués sur ce nouvel Eldorado pour reprendre l'expression de Hubert Védrine. C'est notamment la tentation de la poursuite des politiques de « néo-confinement » post guerre froide par les Etats-Unis dès 1991 -depuis les enjeux de l'élargissement de l'OTAN avec le non-respect de «l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la fédération de Russie et l'OTAN» intervenue le 27mai 1997en Europe- à ceux avec l'Asie et particulièrement la Chine qui vont engendrer une vague de fond modifiant les équilibres anciens en même temps produire une nouvelle donne pour ce qui est de la stabilité hégémonique dans tout «le village planétaire» la région Sahélienne incluse.

Le Sahel, une zone de turbulences

Une région subissant en effet les ressacs de la nouvelle donne de la stabilité hégémonique avec l'élargissement de l'OTAN, mais aussi la continuation des politiques de « néo-confinement » contre la Fédération de Russie et la Chine dont la croissance effraie sans omettre les obstacles de toutes sortes contre les hégémons émergents.

Les guerres étant devenues impossibles, depuis l'avènement de l'aire atomique, ont alors été développées des instruments très subtils de domination et des formes de violences sans utilisation de la force physique ou armée : la peur par exemple.

La peur qui est cette émotion primaire, au contour fluide, est présentée par Corey Robin¹⁵ «comme un levier universel de pouvoir...un instru-

ment majeur de domination même dans nos démocraties libérales... mieux assuré que d'autres, de fonder l'ordre politique...». Sur ce point, il faut relever notamment que «comme Hobbes, Montesquieu considère aussi la peur comme un moyen de fonder l'ordre politique». Mais le politologue Philippe Braud, en préfaçant l'auteur de «la peur, histoire d'une idée politique» ne manque pas de spécifier l'indignation de ce dernier «...contre les manipulations de la peur par les dominants » ou encore de signaler que « parmi toutes les menaces susceptibles d'affecter les citoyens les gouvernants sélectionnent celles dont ils espèrent tirer un profil politique » (l'obsession de G. Bush sur le terrorisme international, comme nouvel ennemi après l'effondrement de l'ex-URSS, ou de l'obsession de certains chefs du Pentagone sur la Russie après les événements de l'Ukraine et son implication en Syrie ou encore sur la Chine avec son bond économique fulgurant).

Mais dans la sphère politique, il faut bien comprendre que la peur n'est pas un moyen qui a l'exclusivité des gouvernants. Une large panoplie d'autres acteurs peuvent y recourir à leurs propres fins et pratiquer une guerre sans règles : Le terrorisme et si l'on doit désigner sous un même vocable toutes les activités politiques ayant recours aux violences extrêmes, cesse d'être un concept utile à l'analyse stratégique. Il devient comme le caractérise Alain Joxe « un concept fourre-tout »¹⁶ ou Alain Gresh comme un « mot-valise »¹⁷ tant il est difficile d'en donner une définition acceptable.

La multitude de prétextes pouvant justifier l'utilisation de la terreur comme moyen de faire parvenir un message sociétal particulier n'a pas d'égal dans le monde contemporain. Le terrorisme est un phénomène récurrent, historiquement marginal mais qui avec la mondialisation est devenu un fait majeur. A l'instar du professeur belge Rik Coolsaet, on peut penser qu'un « monde où trop de dimensions paraissent évoluer trop vite et qui donne l'impression à trop de gens qu'ils n'en font pas partie, qu'ils restent à la limite de ce monde, qu'on ne tient pas compte d'eux... ». Il est clair que dès qu'ils ont le sentiment d'être marginalisés, le terrorisme international (comme réaction violente) ressurgit presque aussitôt généré d'un fort sentiment d'aversion.

D'autant qu'une panoplie d'alibis peuvent démontrer que le terrorisme ne surgit pas du néant ou d'épiphénomène naturel, il peut se trans-

former en un fait majeur, notamment déjà avec l'avatar que sont la misère et son lot (pauvreté, chômage, famine, santé...), l'injustice, l'humiliation et le délitement des valeurs.

L'inégalité : On ne peut pas ne pas reconnaître le fait que la mondialisation creuse aussi l'inégalité

L'avatar du capitalisme dans la mondialisation

- en 2006, il a été constaté que 1% des plus riches détenaient plus de la moitié du patrimoine mondial et, que l'extrême pauvreté persistait dans le monde (Oxfam 2015), et en Afrique subsaharienne où elle concerne 35% de la population(2015). Selon l'O.N.U dans son rapport (2010) sur les objectifs du millénaire, il y aurait 1,4 milliard de personnes qui vivent avec au moins de 1 dollar/jour.

L'extrême pauvreté, l'inégalité sociale, la précarité, les populations fragilisées/défavorisées entérinent le phénomène d'exclusion mais sont aussi parmi les résultantes de la mondialisation de l'économie capitaliste notamment dans ses distorsions financières et spéculatives. Laquelle ayant entraîné entre autres la crise de «l'Etat providence» non seulement du point de vue économique mais également dans celui de la vie participative et démocratique (Roy et Soulet 2001).

Déjà dans l'antiquité selon Aristote « est considéré comme injuste, l'acte qui brise la loi, comme celui d'un partage inégal, soit en prenant plus (de bonnes choses) soit en prenant moins (de mauvaises) de ce qui lui revient » (livre V l'éthique à Nicomaque).

Et comme le reconnaît Pascal Lamy¹⁸ ancien directeur de l'organisation mondiale du commerce (O.M.C) « le colonialisme politique a pris fin dans les années 60 du siècle dernier ; le colonialisme économique n'a pas pris fin cinquante ans plus tard ».

Qu'est-ce qu'une société juste ? –comment sortir de l'injustice des rapports Nord-sud.

Faut-il rappeler que les formes d'injustices perpétrées par les Etats coloniaux ont été bien au-delà de la violence physique d'occupation des

terres et du vol des richesses. Le président français François Hollande, pour éluder la demande pressante de la repentance pour les crimes de l'occupation, n'a-t-il pas reconnu du bout des lèvres lors de sa dernière visite à Alger (le 20/12/2012) que « pendant cent trente-deux ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal. Ce système a un nom, la colonisation... je reconnais les souffrances que cette colonisation a fait subir au peuple algérien ».

Dans une réflexion sur la violence, le philosophe Paul Ricœur¹⁹ pose la question du seuil entre l'inégalité et l'exclusion... que l'exclusion suscite la violence... que l'exclusion est une violence. La spécificité de la domination selon Paul Ricœur, révèle de surcroît, que « lorsque l'on utilise son pouvoir sans laisser à l'autre la possibilité d'un contre-pouvoir, il y a violence et c'est une forme d'humiliation. »

L'humiliation est liée à la violation des principes de justice. Dans les relations entre gens, comme entre nations, l'humiliation peut conduire à des actes insensés, à des guerres inextinguibles (Jacques Attali)²⁰. Pour Bertrand Badie, « elle est même devenue une propriété structurelle du système international ».²¹

Faut-il se rappeler les conséquences désastreuses de l'humiliant traité de Versailles de 1918 pour l'Allemagne vaincue, ou celles subies par les Africains, les Asiatiques, et tous les peuples faibles tombés sous la domination et réduits à des citoyens de seconde zone.

Aujourd'hui c'est le constat de la fin de l'euphorie idéaliste après les dévastations de la seconde guerre mondiale. Les organisations internationales mises en place ont été pensées pour éviter la reproduction des conflits, développer la paix et la prospérité planétaire, notamment avec des instances de régulations, de débats instaurant la modération dans les relations de puissance. Une école de pensée au confluent de l'utopie et du droit, la paix par le droit, ou les règles, les normes et mécanismes juridiques en concert avec la société civile et les O.N.G transcenderaient les Etats (Emmanuel Kant 1795, Woodrow Wilson 1918). C'est cependant aujourd'hui, le constat accablant du retour en force du naturel humain de domination, en même temps que le dévoiement des instances onusiennes prévues à la concorde, comme le laisse apparaître entre autres l'utilisa-

tion inconsiderée du droit de veto des grandes puissances, avec la non application de nombreuses résolutions du conseil de sécurité, notamment la question israélo-palestinienne qui en recèle plus de 79 non respectées. Ce pouvoir d'obstruction laissé à la discrétion et à la sagesse des cinq puissances, vainqueurs de la deuxième guerre mondiale (Fondée en 1945 à San Francisco avec 51 membres et aujourd'hui en comprenant 193), pour des raisons diverses l'ONU a été utilisée plus 265 fois par les détentrices de ce droit...soit près d'une résolution sur sept).²²

A cela, il faut ajouter le dictat des grandes institutions financières internationales comme la Banque Mondiale, le FMI, ou l'OMC qui orientent l'économie de la planète et qui sont en peine d'anticipation (Stiglitz, la grande désillusion 2002). (Le F.M.I exige les ajustements structurels douloureux pour les Etats en difficulté, la Banque Mondiale pour la bonne gouvernance, l'O.M.C pour le respect des règles du commerce international etc...).

«OCCUPY WALL STREET»

Le monde est en pleine turbulence, l'injustice, l'humiliation, le délitement des valeurs dont en particulier le « mouvement des indignés » (Stephan Hessel, Edgar Morin,-2010), qui semble rester une des ultimes expressions de contestation non violente publique. Il semble bien que le message d'une autre gouvernance indispensable au vivre-ensemble n'ait pas été perçu, et cela sans glorifier la société civile, le mouvement des citoyens ou encore celui des Altermondialistes. C'est un profond avertissement qui s'avère être obscurci par une obsession sécuritaire qui impacte la démocratie, met en évidence l'épuisement d'un système mondial et le nécessaire avènement d'un ordre planétaire nouveau sous peine de chaos généralisé.

Une attitude qui pose entre autres la question : « le capitalisme est-il moral ? » (Albin Michel 2012) comme l'a fait remarquer André Comte Sponville, pour qui cette interpellation relève de la confusion dans le sens où la morale est intrinsèquement étrangère à l'ordre économique.²³ D'autant que pour Robert Reich²⁴ dans son ouvrage sur « Le super capitaliste, le choc entre le système économique et la démocratie », démontre que le consommateur a pris le pas sur le citoyen, en relevant que le conflit entre le

super capitalisme et la démocratie est par essence celui de deux visions de l'humanité...la première voit les personnes comme essentiellement individualistes préoccupées uniquement par les biens matériels,...la seconde les voit comme des êtres tournés vers les autres, plus préoccupés par les satisfactions spirituelles.

Les errements de la gouvernance mondiale

Une turbulence qui pourtant a mis en évidence pacifiquement les errements de la gouvernance économique avec les dérives du capitalisme financier dans le monde. Laquelle en imposant la seule logique du profit avec son corollaire l'exclusion et le chômage engendrerait un délitement des valeurs et les raisons du vivre-ensemble, banalisant ainsi la corruption, la délinquance, la violence et la répression, mais aussi en dévoyant le progrès dans des pathologies collectives telles que drogues, sectes, fondamentalismes divers, incivisme... C'est le constat d'un désordre mondial profond. En 2014 seulement onze pays «ne sont pas impliqués dans un différend politique ou territorial ayant suscité un recours aux armes occasionnant 25 morts dans l'année, et ne doit avoir des conflits à ses frontières (qu'ils soient effectifs ou latents) ». ²⁵

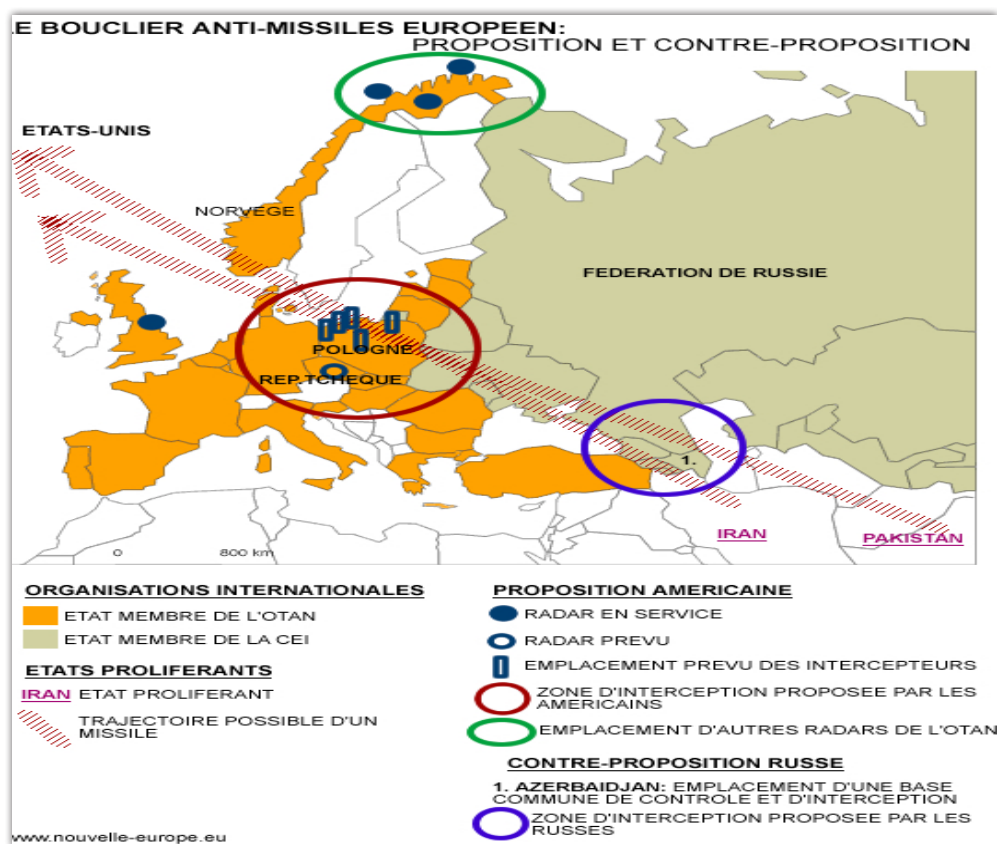
« La situation mondiale que nous vivons...conduit à la conclusion que nous pourrions être en guerre dans quelques années » selon le major général Anders Brannström de la Suède²⁶ (in the local novels de la Suède le30/O3/2016),il est vrai que la multitude de conflits engendrés par la profusion étatique et par l'«apolarité» du monde, frôlent dangereusement les lignes rouges avec un éventuel retour d'une nouvelle guerre froide ou même d'une guerre mondiale posant la validité de la célèbre formule de Raymond ARON « la guerre impossible, la paix improbable » la recherche de la paix s'apparente au mythe de Sisyphe de la mythologie grecque, c'est à dire une tâche interminable et ardue, qu'il faut toujours recommencer pour un résultat incertain ([http:// FR.WIKIPEDIA ;ORG/WIKI/ LE ? MYTHE DE SISYPHE](http://FR.WIKIPEDIA.ORG/WIKI/LE_MYTHE_DE_SISYPHE) CONSULTE LE 17 /O1/2017)

Le contentieux de l'élargissement de l'OTAN

Relation Etats-Unis-Russie

Le litige du bouclier anti-missiles européen

Ce que le bouclier anti-missile AEGIS qui s'appuie sur des radars pour détecter les missiles balistiques, envisagé par les forces de l'OTAN en Roumanie, implanté à Deveselu, inauguré le 12/05/2016, et ceux en Pologne prévus en 2018, viennent bouleverser les équilibres hégémoniques dans la région.



La proximité des frontières de la Russie apparaît comme une véritable provocation des Occidentaux, c'est presque une affaire de «CUBA BIS» (1962) inversée, il y a près de soixante années quand l'Union soviétique avait installé des bases de missiles à quelques encablures des Etats-Unis et qui a failli dégénérer en apocalypse nucléaire mondial. L'alibi

iranien avancé par les Etats-Unis est évidemment irrecevable, comme le montre la contre-proposition russe d'interception. C'est en fait une véritable remise en question des accords du traité Anti- Balistique- Missile (ABM) par les Américains en 2002 et l'enfantement d'une nouvelle course aux armements.

Il est clair qu'une « bonne stratégie de sécurité peut être basée sur l'avance technologique » affirme Robert Rouquet, même si pour le général Vincent Desportes, la guerre reste aussi une question de volonté plus que technologique, même s'il ne faut pas confondre « opérabilité / conformité » exigé par l'OTAN. Ce qui crée une nouvelle dépendance donc, une perte de souveraineté est comme l'a mis en évidence dans sa thèse sur l'armement le général Djamel-dine Bouzghaia (op.cit).

Le paradoxe du réarmement mondial

Vers une nouvelle course aux armements

La transformation de la guerre de Carl Von Clausewitz à Martin Van Creveld

Comment ne pas faire une lecture attentive des énoncés des théories sur la guerre de Martin Van Creveld sur les transformations de la guerre du fait que l'avènement de la bombe atomique a rendu la confrontation directe impensable entre puissances nucléaires mais a démultiplié les formes d'affrontements asymétriques tout aussi dévastateurs. L'approche de « guerre non conventionnelle » constatée au Mali par l'engagement français ne traduit pas suffisamment la réalité.

Comment ne pas se remémorer la pensée d'Antonio Gramsci²⁷ notamment que l'émergence d'une culture pacifique globale fondée sur des valeurs et de l'éthique des rapports internationaux tarde à s'affirmer, et sa réflexion angoissante sur « le vieux monde qui se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans le clair-obscur surgissent les monstres ».

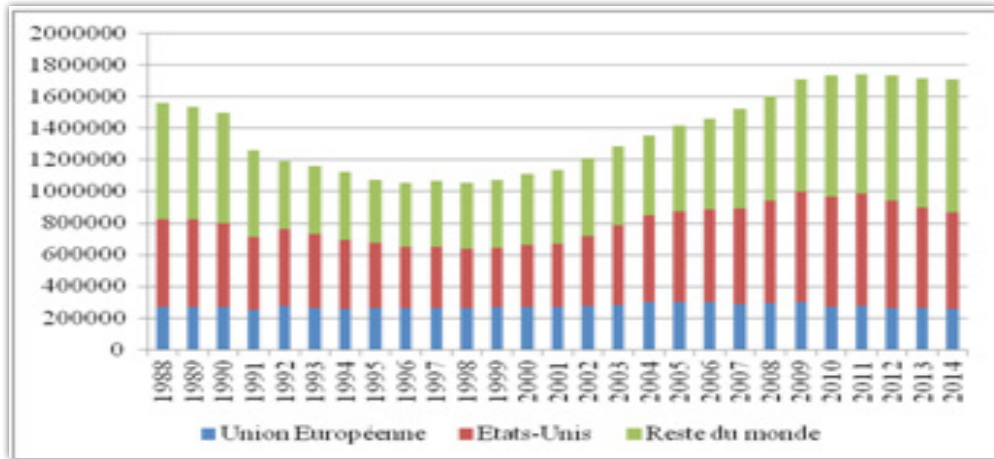
Les accélérations historiques qui aboutissent à des changements qualitatifs dans le monde sont tels des accouchements douloureux. La géographie des conflits montre que l'unification économique est aussi étroitement liée à la guerre. La guerre est notamment ré-distributrice de richesse. Pour

Lénine (à propos de la révolution de 1917) : la guerre est un accélérateur de l'histoire. A la question récurrente, les guerres sont-elles des accélérations des mutations planétaires ? Un panel d'experts débâtant entre autres sur cet aspect de la mondialisation, souligne l'importance des déconstructions violentes dans les statuts des Etats et des recompositions géopolitiques successives.

L'avènement du terrorisme marque aussi l'impossibilité d'une confrontation globale du fait des progrès des armements notamment du nucléaire. Le paradoxe de la paix par la peur de la destruction mutuelle assurée (MAD). Ce qui d'ailleurs ne nous met pas à l'abri et d'une possible apocalypse mondiale ou comme veulent le prédire les tenants de l'eschatologie biblique. Comme le démontre l'éthologie humaine, l'état de paix ne correspond pas à la nature humaine- l'agressivité est la règle- les guerres ont pris des tournures les plus INATTENDUES notamment celles développées dans le cadre du « soft power ». Hormis l'usage de l'arme nucléaire, le génie de l'homme notamment pour la création d'outils pour la réalisation de ses pulsions de domination en vue d'assujettir son espèce d'abord, puis ensuite celle de la nature, semble jouir d'une imagination illimitée. « La conflictualité, les relations de domination et de pouvoir, l'agressivité que l'espèce humaine du reste partage avec d'autres espèces animales, sont largement avérées » (Konrad Lorenz op cit), alors que pour Stephen Hawking, les défis majeurs que l'homme va rencontrer sera la préservation de son environnement, la maîtrise de sa démographie, dont les solutions existent et qu'il devra appliquer mais sera-t-il capable de contrôler l'intelligence artificielle, d'autant que les robots sont déjà dans les champs de confrontation et que la recherche/développement avec implication militaire a pris des proportions inquiétantes comme l'indique l'augmentation des budgets nationaux.

Dépenses militaires mondiales en 2014

L'autre constat paradoxal est celui d'un réarmement mondial sournois par le biais de l'effort du développement technologique avec implication militaire, ce que laisse percevoir l'évolution des budgets défenses dans le monde, d'autant que la fin de la guerre froide laissant entrevoir la fin de la course aux armements, l'avènement d'une gouvernance multipolaire avait rempli d'espoir toute l'humanité.

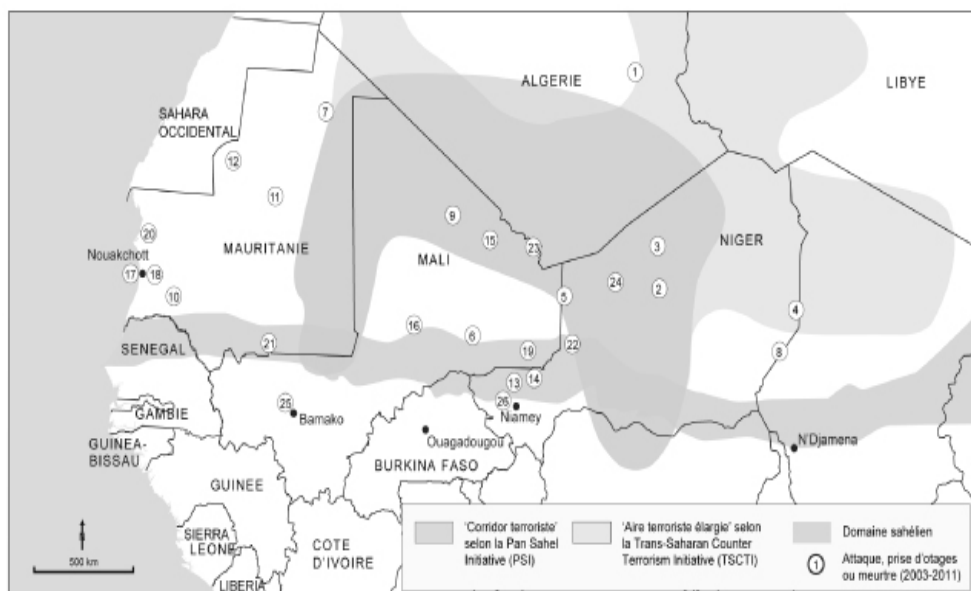


Graphique figuration des dépenses militaires par grandes mass, données SIPRI en dollars 2014

Au vu de ce qui précède, est-il possible de décrypter les difficultés rencontrées par les pays émergents pour prendre part au développement de cette région convoitée, notamment avec le retour en puissance de l'hégémon américain en soutien du retrait relatif de ses alliés traditionnels européens au Sahel (konrad Lorenz op.cit).

Aussi, une série de plans ont été élaborés pour contrer cet engouement pour ces territoires, les reprendre en mains, les inclure dans une nouvelle dynamique de stabilité hégémonique par l'adoption de la doctrine du « smart power ». Laquelle «prône une transformation radicale des manières de penser et veut s'éloigner des questions militaires pures pour adopter une vision renouvelée, approfondie et élargie de la sécurité »²⁸.

Il s'agit d'abord d'aider les armées locales à développer leurs capacités, mais aussi de disposer de troupes pré-positionnées notamment avec des bases à Djibouti (Camp Lemonnier 2500 hommes) qui est la seule base où une présence militaire américaine est affirmée, elle est moindre en Éthiopie, au Seychelles et au Niger. Mais surtout permet de disposer d'un certain nombre de mini-bases dites « Lily-pads » (Nénuphars) et favorise une tactique opérationnelle peu visible et qui ne suscite pas l'appréhension des pays qui les hébergent. Des forces qui sont censées contribuer à la lutte contre le terrorisme, c'est le programme PREACT (Partnership for Regional East African Counter Terrorism).



Sources : voir Carte 1 et Keenan 2009b (PSI et TSCTI). Cartographie : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest /OCDE 2005

Programme Etats-Unis pour le Sahel

Mise en œuvre du smart power

Depuis 2002: Plan Sahel initiative (Afrique de l'ouest, Mali, Tchad et Mauritanie) :--Trans-Sahara counter terrorism partnerships en 2005. ----Operation Enduring Freedom (OEF Trans-Sahara)

Plan Sahel + l'Afrique (Burkina-Faso, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal, la Tunisie). Programme Africain

- International military Education and Training:

Le budget américain pour l'action militaire en Afrique passe en 2008 à 33 million de dollars en 2012

Nouvelle doctrine américaine: Le "Leading From Behind"

Cette doctrine consiste à manœuvrer les opérations de stabilité hégémonique dans les coulisses. C'est-à-dire éviter les travers de l'unilatéralisme mais fabriquer, entre autres, avec la fin de la guerre froide, des coalitions d'Etat et les mettre en avant. Ce qui a été rendu possible par la

prolifération étatique, et la confrontation des interdépendances de plus en plus grandes et de toutes natures, en faisant surgir des problèmes de sécurité, tels le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière, le terrorisme islamiste, le terrorisme cybernétique etc. Elle consiste à apparaître comme une force d'appoint modeste sans impact sur la souveraineté du pays où elle est projetée telle une allégorie irrécusable sans effets secondaires et dégâts collatéraux. Une doctrine étiquetée : « Light footprint operations » (empreintes légères). C'est une évolution radicale de la tactique américaine, elle évoque celle des contes d'Andersen notamment celui du petit chaperon rouge (approcher l'objectif en adoptant une forme rassurante pour mieux le subjuguer) ou encore s'inspirer des classiques chinois entre autres ceux des 36 stratagèmes de Sun tzu.

(Il faut aussi relever l'intelligence des instructions pour la diplomatie chinoise de Deng Xiaoping avec l'application de ses 24 règles pour avancer ses pions sûrement mais efficacement dans la discrétion pour ne pas éveiller l'attention et l'hostilité du challenger).

Un ensemble de doctrines qui actualise la tactique militaire et qui permet avec un minimum de ressources humaines (y compris l'utilisation de sociétés de sécurité privées) couplé à d'importants moyens technologiques maîtrisés, de s'attacher une implication « soft » (et même susciter de l'amitié) d'un acteur à moindre coût notamment pour la lutte contre le terrorisme, les mafias ou autres. Une stratégie qui explique en partie pourquoi ces minis bases militaires étrangères ne connaissent pratiquement pas de rejets notamment en Afrique et au Sahel en particulier. Une attitude qui tend aussi « à gagner les cœurs ».

Cette stratégie dite du « smart power » a été validée par l'opinion publique américaine selon le « Chicago Council on Global Affairs » Edition 2012. Il s'agit surtout d'éviter de faire peur à tous, et risquer de se retrouver isolé sans grande marge de manœuvre.

Il faut bien comprendre que c'est la recherche insatiable de la sécurité par les puissances qui engendre le phénomène de la « stabilité hégémo-

nique » laquelle révèle que les tensions, les conflits provoqués ou attisés visent en premier lieu d'avoir un accès prioritaire aux matières premières du globe, à profiter d'une main-d'œuvre bon marché et de trouver des débouchés pour leurs capitaux.

Ces tensions répondent donc d'abord à des intérêts stratégiques et derrière ces conflits, il y a une autre confrontation celle du système économique et social notamment celui porté par l'Amérique avec « The American way of life » ou la Chine avec le «le rêve d'une société harmonieuse ».

Dans ce contexte, l'Algérie, une nation prise en étau dans les turbulences de la mondialisation, doit vite se retrouver après celui de « l'indépendance » un « REVE ALGERIEN » peut être celui d'un « GRAND MAGHREB RETROUVE » et/ou d'une «OUMA AUTHENTIQUE », pour cimenter sa sécurité et sa souveraineté afin d'espérer rester dans l'histoire. Elle doit également veiller à ses propres frontières mais aussi et surtout, à ce que sa diplomatie notamment celle encours au sahel soit extrêmement réaliste, très documentée, active, qui tienne compte de tous les paramètres y compris géopolitiques, afin de pouvoir contourner les entités (même minimales) pouvant bousculer les éventuels équilibres ainsi que les bourrasques de la mondialisation. L'espoir subsiste puisque « l'Algérie conserve encore la capacité de refuser de faire (le gendarme de la sous-région) capacité d'empêcher de faire (initier une diplomatie volontaire et inclusive), c'est dire deux leviers importants de la puissance, » selon Serge SUR²⁹ en dépit de sa vulnérabilité face à la volatilité des prix du pétrole dont elle reste dépendante. Il faut aussi prendre en considération que la reconnaissance n'existe pas en politique à l'instar de Graham Green mais par contre que le colonialisme à la mémoire longue et la rancune tenace comme le relève le chercheur Youssef Girard.

Nous nous essayerons, après avoir consacré notre attention d'abord sur un état des lieux, puis un essai sur les acteurs en présence et enfin dans une troisième et dernière partie à esquisser, dans une modeste tentative, une possible issue de dépassement de la situation au Sahel pour que l'Algérie reste dans ce « Nouveau grand jeu » géopolitique comme l'enseigne Charles Greiling (op.cit) ou Zbigniew Brzezinski (le grand échiquier, Paris, Bayard, 1997), ou encore George Friedman (scénario pour le XXI^{ème} siècle, Edition Zdl-octobre 2012).

Références

1. discours du président Obama à l'académie militaire de West pont, juin 2012.
2. Le Brésil, un géant qui émerge en Afrique, <http://www.slateafrique.com/1947/bresil-geant-qui-emerge-en-afrique>.
3. La coopération brésilienne avec l'Afrique, <http://www.diploweb.com/La-cooperation-bresilienne-avec-l.html>.
4. Bouzghaia Djamel Eddine, le tiers-monde dans les transferts et la production d'armements conventionnels 1950-2010, O PU Alger, 2015.
5. Selon le S I P R I (2009-2013).
6. Isabelle Facon, l'industrie d'armement Russe : une situation paradoxale, géo économie 2/2011n°57PP 61-69 url : www.cairn.info/revue-geo-economie 2011-2-page61htm doi103917/geoeco 057 OO 51 consulté le 12/05/2015.
7. Isabelle Facon l'industrie d'armement Russe : une situation paradoxale, géo économie 2/2011n°57PP 61-69 url : www.cairn.info/revue-geo-economie 2011-2-page61htm doi103917/geoeco 057 OO 51 consulté le 12/05/2015.
8. Christian Greiling, « le nouveau grand jeu » in revue conflits aout 2014.
9. François Lafargue, géopolitique de l'Afrique, 2005.
10. Guillaume Merveilleux Du Vignaux, Afrique du Sud : émergence d'une puissance africaine, 07avril 2009.
11. Barry Buzan, People, States & Fear: The National Security Problem in International Relations (1983; revised second edition 1991).
12. op. cit. p. 04.
13. Zbigniew Brzezinski, le grand échiquier.
14. Georges Friedman, scenario pour le xxi siècle.
15. Corey Robin, la peur, histoire d'une idée politique, Armand Collin 2004.
16. Alain Joxe, in monde diplomatique avril 1996.
17. Alain Gresh, in monde diplomatique avril 2015.
18. Pascal Lamy, Conférence semaine sociale Grenoble 2006.
19. Paul Ricœur, L'herméneutique philosophique et son importance pour l'exégèse biblique. Paris cerf-saint Aignan, éd. Saint Augustin 2004.
20. Jacques Attali, l'express 16/09/ 2014.
21. Bertrand Badie, L'humiliation pathologie des relations internationales2/12/2014.
22. Au mépris du droit 1947-2009 : une impunité qui perdure. Le monde diplomatique / février 2009 p 11 12 13.

23. Dossier Justine Canone les indignés : nouvelles formes de protestation in science humaine www.sciences humaines.com/indignés : les nouvelles formes de protestations_fr28437.html.
24. Robert Reich, le super-capitalism, edition Wuibert OI//2008 p xi.
25. in peace index—institute for economics and peace 2014 wikistrike.com le 18/11/2015.
26. Anders Brannstron de la Suède, in the local novels de la Suède le30/03/2016.
27. Antonio Gramsci, Lettre de la prison, Edition Gallimard ,1971.
28. Buzan Hugues et Meng Security studies a Reader 2011.
29. Serge sur, définissant la puissance comme « une capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire » in relations internationales édition mon chrétien paris 2009. p229.